



LA FAO ET LA FORESTERIE

L'Argentine hébergera le XIII^e Congrès forestier mondial en 2009

Les préparatifs sont en cours pour le XIII^e Congrès forestier mondial, qui se tiendra du 18 au 25 octobre 2009 à Buenos Aires, Argentine. Cet événement devrait attirer 4 000 participants environ venant de plus de 100 pays. Le Congrès forestier mondial se tient tous les six ans et est coparrainé par la FAO et le pays hôte.

Le Congrès comprendra une semaine de présentations, débats, tables rondes, événements parallèles et expositions. Pendant les deux semaines qui suivent le Congrès, seront organisées dans tout le pays des tournées d'étude sur différents types de forêts. Des institutions appartenant à divers secteurs de l'Argentine participeront à la préparation du Congrès avec les avis et l'assistance de la FAO.

Le thème du XIII^e Congrès forestier mondial sera « Développement forestier: équilibre vital ». Ce thème permettra d'analyser les aspects sociaux, environnementaux et économiques des ressources naturelles dans un contexte local, régional et mondial. L'accent portera sur l'importance de la gestion durable de tous les types de forêts, ainsi que sur la contribution des ressources forestières à la pérennité de la planète. Le Congrès offrira l'occasion de connaître les différents écosystèmes présents dans les diverses parties du monde, ainsi que les perspectives des populations et organisations qui partagent le même intérêt pour les forêts, y compris les universitaires, les producteurs forestiers, les écologistes, les populations rurales et autochtones, les gestionnaires forestiers, les experts techniques et les décideurs. Le Congrès présentera une vision réellement globale de l'avenir des forêts du monde.

L'Argentine a environ 33 millions d'hectares de forêts naturelles et 1,1 million d'hectares de forêts plantées, qui renferment un large éventail d'écosystèmes, y compris des types de forêts humides, subtropicales, tempérées, semi-arides et arides. Grâce à cette diversité et à un réseau étendu d'aires protégées, les tournées d'étude dans différentes parties du pays offriront des occasions incomparables d'associer l'étude sur place des diverses forêts à la jouissance de merveilleux paysages forestiers.



A. NABULON

Réunion biennale de la Commission des forêts pour l'Amérique du Nord

L'impact du changement climatique sur les forêts d'Amérique du Nord était au centre des débats à la vingt-troisième session de la Commission des forêts pour l'Amérique du Nord, tenue à Vancouver, Colombie britannique, Canada, les 23 et 24 octobre 2006. Selon les prévisions, la variabilité du climat devant augmenter à l'avenir, les représentants des trois pays membres de la commission – États-Unis, Canada et Mexique – sont convenus que les précipitations, sécheresses et vagues de chaleur plus intenses représenteront une menace accrue pour la santé des forêts. Les infestations du dendroctone du pin, qui ont dévasté les forêts de la Colombie britannique, par exemple, pourraient être le signe avant-coureur d'infestations de plus en plus graves de ravageurs forestiers. Les délégués sont convenus que l'adaptation au changement climatique est l'un des grands défis de l'avenir, et ont recommandé que toutes les Commissions régionales des forêts de la FAO envisagent de s'attaquer à ce problème en 2008.

Lors de sa session précédente en 2004, la commission avait accepté d'entreprendre, pour la première fois en 47 ans, une évaluation de ses forces et de ses faiblesses, afin d'identifier les moyens de renforcer son efficacité. Le rapport d'évaluation, présenté à la réunion, notait que la commission, tout en n'influençant pas excessivement les politiques forestières des trois pays, a connu un succès confirmé comme forum technique et que ses groupes de travail ont fourni des contributions importantes à leurs domaines respectifs (gestion des incendies; changement atmosphérique et forêts; produits forestiers; insectes et maladies des forêts; sylviculture; inventaire, suivi et évaluation; ressources génétiques forestières; et gestion des bassins versants). La Commission a joué un rôle de catalyseur dans le partage des ressources afin de prévenir et gérer les incendies de forêt et les infestations d'insectes et de maladies qui traversent les frontières nationales. Ces initiatives servent de modèle à d'autres régions.

Marchés publics des produits forestiers responsables

Les gouvernements nationaux et locaux sont les principaux consommateurs des produits dérivés du bois et du papier. Plusieurs gouvernements ont appliqué ou mettent au point des politiques en matière de marchés publics pour assurer que les produits forestiers proviennent de sources légales et gérées de façon durable.

Pour encourager l'échange d'expériences entre les pays qui disposent déjà de politiques et ceux qui n'en ont pas, le Comité du bois de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) et la Commission européenne des forêts de la FAO ont tenu un forum sur les politiques à Genève, Suisse, le 5 octobre 2006.

Le forum des « politiques en matière de marchés publics pour les produits du bois et les articles en papier, et leurs effets sur la gestion durable des forêts et les marchés du bois, a réuni des autorités gouvernementales nationales et locales et des associations industrielles et commerciales, des entreprises d'importation et d'exportation et des organisations écologistes non gouvernementales pour identifier les moyens d'encourager les politiques en matière



de marchés publics pour les harmoniser entre les pays afin d'éviter d'ériger des barrières commerciales.

Les conclusions d'une étude récente de la FAO, *Public Procurement Policies for Forest Products and their Impacts* a servi de document de travail pour la réunion. Les résultats d'une étude réalisée par l'Équipe des spécialistes des marchés et de la commercialisation des produits forestiers intitulée *Market Effects of Public Procurement Policies for Wood and Paper products in the UNECE Région* ont été aussi présentés. Des représentants d'un grand nombre de pays européens et des États-Unis ont décrit leurs politiques, et l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) a présenté le point de vue des pays tropicaux exportateurs.

Le forum a porté sur les questions suivantes:

- Les politiques existantes en matière de marchés publics parviennent-elles à réaliser efficacement leurs objectifs?
- Quels sont les effets des marchés publics, y compris leurs répercussions sur les marchés des produits du bois et du papier?
- Comment les politiques en matière de marchés publics peuvent-elles éviter de créer des barrières commerciales?
- Comment la mise en œuvre des procédures peut-elle être améliorée, y compris les instruments de vérification de la légalité et de la viabilité, ainsi que d'autres types de preuves?
- Des approches harmonisées sont-elles nécessaires ou possibles dans les politiques en matière de marchés publics?

Le forum a souligné l'importance de ces politiques. Bien que leurs effets positifs sur la gestion forestière durable soient difficiles à prouver, elles découragent l'extraction et le commerce illégaux. Les marchés publics peuvent fournir un modèle de rôle pour le secteur privé.

Toutefois, de nombreuses difficultés entravent leur mise en œuvre, à savoir la complexité de l'évaluation des programmes de certification et les défis liés à la démonstration de la durabilité à partir d'autres documents. On ne peut s'attendre à ce que les politiques en matière de marchés publics résolvent tous les problèmes immédiatement, et il a été proposé d'adopter une approche progressive pour leur mise en œuvre.

Les acteurs du marché ont exprimé des préoccupations quant à certains aspects des politiques en matière de marchés publics, y compris les procédures requises, la diversité des approches entre les pays et le risque de créer des barrières commerciales inutiles. Ils ont noté le risque que ces politiques encouragent la discrimination aux dépens des petites entreprises, des entreprises communautaires et des pays moins avancés.

À l'heure actuelle, seuls les produits du bois sont assujettis aux politiques en matière de marchés publics pour garantir la durabilité. Ce fait, de même que des coûts de transaction excessifs éventuels, pourraient porter à leur remplacement par des matériaux compétitifs moins respectueux de l'environnement comme le plastique. Cette possibilité devrait être examinée.

En outre, les politiques en matière de marchés publics ne couvrent que les produits ligneux primaires. De ce fait, du bois produit de manière non durable ou illégale atteint les marchés sous forme de produits à valeur ajoutée qui se dérobent à ces politiques. Le forum a conclu que, malgré des difficultés techniques éventuelles, les

gouvernements devraient tenir compte des produits à valeur ajoutée dans leurs politiques. Certains pays le font déjà.

Il est important que les pays et les parties prenantes échangent des informations et coopèrent et coordonnent leurs actions dans ce domaine. La communication des expériences a montré que plusieurs pays qui ont des politiques concernant les marchés publics travaillent déjà de concert.

Les actes publiés seront disponibles au début de 2007. Pour plus d'informations, consulter: www.unece.org/trade/timber/docs/tc-sessions/tc-64/2006PolicyForum.htm

L'industrie des produits forestiers: produire et utiliser l'énergie renouvelable pour atténuer le changement climatique

L'industrie mondiale des produits forestiers peut jouer un rôle important en combattant le changement climatique par l'amélioration de l'utilisation de la matière première, une meilleure efficacité, l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les processus de traitement, la production de bioénergie et le recours au bioraffinage, tout en développant la compétitivité du secteur.

Telle était la conclusion du Séminaire international sur l'énergie et l'industrie des produits forestiers tenu à Rome les 30 et 31 octobre 2006, où des organisations intergouvernementales et des représentants de l'industrie mondiale des produits forestiers se sont réunis. Les participants estiment que des politiques énergétiques et forestières bien intégrées et soigneusement équilibrées dans le monde permettraient ces actions. Les gouvernements, l'industrie, les institutions, et la société dans son ensemble, ont tous un rôle à jouer et devraient unir leurs forces.

L'industrie des produits forestiers est un important consommateur d'énergie et a utilisé 6 pour cent de l'énergie industrielle totale en 2003. Mais elle produit aussi de l'énergie. C'est le seul secteur qui génère déjà 50 pour cent de ses propres besoins énergétiques, dont la majorité vient de la biomasse renouvelable. Mais l'industrie peut faire encore mieux en accroissant l'efficacité, en réduisant la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles et en développant l'utilisation de l'énergie renouvelable. Les participants ont examiné comment l'industrie pourrait utiliser et produire de la bioénergie et accroître l'efficacité énergétique.

Le séminaire était organisé conjointement par la FAO, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et le Conseil international des associations forestières et du papier, en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE), l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) et le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD).

Les actes de la réunion sont disponibles sur Internet: www.fao.org/forestry/site/34867/en/